

Avis de vacance de poste (Interne et Externe)

Un·e conseiller·ère technique Droits Humains et LNOB (AVP N° 008/2024)



La GIZ, Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH, est une entreprise de la coopération internationale pour le développement durable qui opère sur tous les continents. Elle propose des solutions d'avenir pour le développement politique, économique, écologique et social dans un monde globalisé. Dans des conditions parfois difficiles, la GIZ soutient des processus complexes de changement et de réforme. Son objectif principal est d'améliorer durablement les conditions de vie des populations dans les pays de coopération.

Au Burkina Faso, la GIZ est présente depuis plus de 40 ans. Son commettant principal est le Ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ).

Ses trois thèmes centraux sont : Environnement et ressources naturelles, un seul monde sans faim et paix et cohésion sociale.

En dehors de ces trois thèmes centraux, la GIZ s'investit au Burkina Faso dans l'alliance pour le développement et le climat, dans la santé, la lutte contre les pandémies et One Health.

Dans la mise en œuvre de ses Programmes, le Bureau de la GIZ recherche des collaborateurs·trices qui partagent et défendent ses valeurs en matière de Droits Humains, d'égalité et d'intégrité.

Dans le cadre de ses activités, le Bureau de la GIZ du Burkina Faso recherche des candidatures pour un **poste de conseiller·ère technique Droits Humains et LNOB** pour le compte du projet « Régions transfrontalières pacifiques et résilientes dans les pays sahélo-côtières Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Ghana et Mali – Coopération transfrontalière SKBoWa (Sikasso - Korhogo - Bobo Dioulasso - Wa) » co-financé par l'Union Européenne et le BMZ et rattaché au Programme Décentralisation et Cohésion Sociale (PDCS), conformément au tableau ci-dessous :

A. Durée du contrat et lieu de travail

Le poste est basé à Bobo Dioulasso avec des missions fréquentes sur le terrain, suivant les consignes de l'unité de gestion des risques de la GIZ Burkina Faso.

La durée du contrat est d'un (01) an à partir du 1^{er} mars 2024 renouvelable sur la base des performances.

Le poste est classé en **Bande 4**.

B. Domaine de responsabilité et attributions

1. Domaine de responsabilité

Ce poste s'intègre dans les objectifs et indicateurs du projet « Régions transfrontalières pacifiques et résilientes dans les pays sahélo-côtières Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Ghana et Mali – Coopération transfrontalière SKBoWa (Sikasso - Korhogo - Bobo Dioulasso - Wa) » co-financé par l'Union Européenne et le BMZ et rattaché au « Programme Décentralisation et Cohésion Sociale » (PDCS) mis en œuvre par la GIZ au Burkina Faso. Le poste a un rôle transversal dans le programme, avec un focus sur les volets « Promotion de la gouvernance locale » et « Promotion de la sécurité et cohésion sociale ». Le*la titulaire du poste aura pour principales responsabilités de :

- Contribuer à la mise en œuvre des activités du programme dans les zones frontalières en appui aux communes partenaires du programme, en collaboration avec le Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité (MATDS) ;
- Assurer l'exécution opérationnelle au quotidien des activités du programme qui lui sont confiés ;
- Accompagner à travers l'appui-conseil les services déconcentrés de l'Etat et les communes partenaires dans l'intégration de l'Approche Basée sur les Droits Humains (ABDH) et du principe « Leave No One Behind » (Ne laisser personne pour compte ; LNOB) dans les politiques et projets de développement local et transfrontalier ;
- Accompagner le renforcement des capacités des acteurs de la société civile (OSC, ONG, autorités traditionnelles et religieuses et autres) pour l'intégration de l'ABDH et du principe LNOB dans leurs actions, tant au niveau local que transfrontalier ;
- Soutenir la mise en œuvre de projets et événements pour la promotion de la coexistence pacifique et la cohésion sociale transfrontalières dans le respect des droits humains y compris le principe LNOB ;
- Faciliter la concertation entre des structures et accompagner les initiatives civiles locales et transfrontalières de gestion pacifique des conflits, avec un focus sur le respect des droits humains ;
- Accompagner la sélection et la mise en œuvre de petits projets de développement visant à améliorer la délivrance des services de base dans les zones transfrontalières ;
- Veiller au respect des droits humains y compris de l'égalité des genres et du principe LNOB dans toutes les activités du programme ;
- Appuyer le renforcement des capacités des acteurs impliqués et conseiller l'équipe dirigeante du PDCS / SKBoWa sur les orientations relatives à l'ABDH et au principe LNOB.

1. Attributions

Le*la titulaire du poste a les attributions suivantes :

a. Gestion et coordination

Sous la supervision du*de la responsable du volet « Promotion de la sécurité et cohésion sociale », le*la titulaire du poste

- ✓ participe avec les partenaires à la formulation des plans stratégiques et opérationnels du PDCS/SKBoWa et aide à l'harmonisation entre le système de planification et le système de budgétisation ;
- ✓ met en œuvre les activités planifiées avec les acteurs concernés par l'élaboration des TdR, l'exécution des activités et le suivi axé sur les résultats;
- ✓ à travers l'organisation de formations et d'atelier d'échanges, apporte un accompagnement et appui-conseil aux partenaires dans le renforcement des capacités institutionnelles et techniques des collectivités frontalières et des services techniques déconcentrés de l'Etat pour l'intégration de l'ABDH et du principe LNOB dans les politiques et projets de développement local et transfrontalier ;
- ✓ à travers l'organisation de formations et d'atelier d'échanges, appuie le renforcement des capacités des acteurs de la société civile (OSC, ONG, autorités traditionnelles et religieuses et autres) pour l'intégration de l'ABDH et du principe LNOB dans leurs actions ;
- ✓ appuie la sélection et la mise en œuvre de petits projets de développement au moyen de l'instrument « Quick Impact Projects » (QIP), qui génèrent des améliorations rapides et visibles et visent à améliorer les services sociaux de base et les infrastructures ainsi que la cohésion sociale contribuant à la gouvernance transfrontalière ;

- ✓ soutient la mise en œuvre de projets et événements pour la promotion de la coexistence pacifique et la cohésion sociale transfrontalières dans le respect des droits humains y compris le principe LNOB;
- ✓ facilite la concertation entre des structures locales et transfrontalières et accompagne les initiatives civiles locales et transfrontalières de gestion pacifique des conflits, avec un focus sur le respect des droits humains ;
- ✓ veille à l'intégration de l'ABDH, y compris l'égalité des genres et le principe LNOB, en tant que thématique transversale du programme; appuie le renforcement des capacités des acteurs impliqués et conseille l'équipe dirigeante du PDCS / SKBoWa sur les orientations relatives à l'ABDH et au principe LNOB.
- ✓ assure avec compétences les activités qui lui sont assignées et garantit que le travail est bien fait ;
- ✓ contribue au suivi axé sur les résultats et sensible au contexte et au genre pour la réalisation des objectifs du programme ;
- ✓ documente et assure le rapportage sur les activités ;
- ✓ contribue à la capitalisation, à la mise à l'échelle et la diffusion des bonnes pratiques de co-création de la sécurité et de la cohésion sociale.

b. Communication et travail en réseau

Le*la titulaire du poste :

- collabore avec tous les membres de l'équipe du PDCS / SKBoWa pour assurer la synergie d'action et la prise en compte des thèmes transversaux dans les différents appuis ;
- collabore avec les représentant·e·s des structures partenaires (collectivités territoriales, services déconcentrés, Groupements Locaux de Coopération Transfrontalière, organisations de la société civile, autorités traditionnelles et religieuses, etc.) ;
- collabore avec les projets et programmes qui interviennent sur la thématique dans le cadre des synergies ;
- participe à l'élaboration des rapports périodiques renseignant sur l'état d'avancement des activités conformément au système de suivi du programme;
- établit et entretient des relations avec tou*te*s les acteurs*actrices important*e*s.

C. Qualifications, compétences et expérience requises

1. Qualification

- Être titulaire du diplôme universitaire (niveau Master ou diplôme équivalent) en droit (spécialisation en droits humains), sociologie ou toutes autres spécialisations en lien avec les objectifs du poste.

2. Expériences professionnelles

- avoir au moins 5 années d'expérience professionnelle dans le domaine des droits humains, y compris l'égalité des genres et le principe LNOB ;
- avoir des expériences avérées en matière de promotion de la cohésion sociale, y compris la prévention et gestion des conflits ;
- avoir des expériences en matière de décentralisation et de développement local ;
- démontrer une bonne connaissance des questions relatives à la coopération transfrontalière notamment dans la zone SKBoWa ;
- avoir des expériences avérées en appui-conseil sur l'intégration de l'ABDH, le principe LNOB et l'approche « Do no harm »; y compris une solide expérience de travail en tant que formateur·trice (élaboration de modules de formation et déroulement de formations);
- avoir des expériences en matière de gestion de base de données et de production de données statistiques ;

- avoir des expériences en matière de suivi-évaluation axé sur les résultats et sensible au contexte et au genre.
- Avoir une bonne connaissance pratique de l'utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication (logiciels correspondants ainsi que courrier électronique, Internet) ainsi que des applications informatiques (telles que MS Office) ;
- Avoir une bonne capacité de rédaction de rapports ;
- Avoir une capacité de rigueur dans le travail, une grande disponibilité, une aptitude du travail en équipe et un esprit d'initiative développé.

3. Autres connaissances/compétences

- avoir une excellente maîtrise de la langue française ; une bonne maîtrise du dioula et une bonne maîtrise de l'anglais seraient des atouts importants
- très bonnes capacités de gestion et d'organisation ;
- avoir une bonne connaissance des processus de développement organisationnel et institutionnel ;
- avoir des compétences avérées dans l'appui-conseil aux acteurs des collectivités territoriales ;
- être disponible pour des déplacements professionnels réguliers y compris en milieu rural ;
- avoir une capacité de résistance au stress ;
- avoir une capacité de négociation et de gestion des conflits ;
- être capable de coopérer et d'évoluer dans un environnement multi-acteurs, multi-niveaux, multiculturels.

Toute personne intéressée par cette offre d'emploi est priée de nous faire parvenir son dossier de candidature (avec mention impérative du titre du poste et du numéro de l'Avis de Vacance de Poste) au plus tard le **vendredi 02 février 2024 à 16 heures 00** par courrier électronique à l'adresse suivante : rhburkina@giz.de

Les dossiers de candidature doivent comprendre uniquement **une lettre de motivation** soulignant vos acquis professionnels, un **Curriculum vitae** concis, **une copie de vos diplômes, certificats et attestations**, une **copie de la carte nationale d'identité ou du passeport** et des **références** de personnes à contacter.

Les candidatures féminines sont vivement souhaitées.

NB : le Bureau de la GIZ se réserve le droit de ne pouvoir donner suite à cet avis de vacance de poste. Toutefois, seuls les candidats sélectionnés seront contactés pour la suite du processus de recrutement.